
Peut-on réinventer le Parlement?

par Caroline St-Hilaire, députée fédérale

D'entrée de jeu, le constat qui se dégage du parlementarisme actuel est sans équivoque : le statut quo est insatisfaisant. Il faut donc proposer un modèle transformé qui puisse être à la hauteur de nos attentes. Toutefois, ce véritable changement ne peut faire l'économie d'une responsabilité collective, ce qui interpelle autant les membres du Parlement que chaque citoyen et citoyenne, sans oublier ceux qui nous informent, les médias.



En ce qui me concerne, je crois fondamentalement que les députés devraient avoir beaucoup plus de place dans l'enceinte parlementaire. La centralisation du pouvoir est la pire ennemie de la démocratie. C'est d'ailleurs dans ce contexte que la réforme des institutions parlementaires et du mode de scrutin prend tout son sens. Notre système doit s'adapter et permettre aux députés de jouer pleinement

leur rôle de représentants du peuple. Mais, pour ce faire, nous avons des responsabilités, nous, parlementaires. Nous ne devons pas simplement prendre acte des volontés de l'exécutif et du gouvernement, nous avons l'obligation de tenter d'influencer ces volontés, d'exprimer nos points de vue et, surtout, de garder le cap sur la défense des intérêts de nos commettants et de nos commettantes.

En fait, nous devons continuer d'être ce pour quoi nous sommes là : législateurs, mais en fonction de l'intérêt et du bien-être de ceux et de celles que nous représentons. C'est une fonction noble que nous devons assumer avec la plus grande

compétence et le plus grand respect. Il faut donc décentraliser le pouvoir pour qu'il revienne aux citoyens et aux citoyennes et pour nous permettre d'assumer notre rôle pleinement. En termes clairs, je ne suis pas la représentante d'Ottawa dans ma circonscription, mais la représentante de ma circonscription à Ottawa.

Il faut redonner à la population les moyens pour qu'elle puisse s'approprier ce qui lui appartient, son parlement. C'est précisément à ce niveau-là que les citoyens et les citoyennes ont une grande responsabilité, soit celle d'imposer leurs valeurs.

Par ailleurs, nous avons la responsabilité d'adapter et de façonner le Parlement à l'image de notre société. Il faut donc rejoindre les jeunes là où ils se trouvent. S'ils sont fascinés par les communications virtuelles, alors il faut mettre l'emphase sur le parlementarisme virtuel. Si les gens des régions éloignées ne se sentent pas concernées parce qu'ils trouvent Québec ou Ottawa trop loin, il faut déplacer le Parlement vers ces régions. Par exemple, pourquoi ne pas instituer des commissions itinérantes ou encore donner la possibilité de présenter, à distance, un mémoire en commission par la technologie virtuelle? Peut-être faudrait-il aussi songer à une chambre des régions vouée strictement à la défense de leurs particularités. Peut-être que cette nouvelle dynamique

Caroline St-Hilaire a été élue députée du Bloc Québécois dans la circonscription de Longueuil à la Chambre des communes en 1997. Réélue en novembre 2000, elle est leader parlementaire adjointe du Bloc Québécois. Elle a été conférencière lors du colloque Le parlementarisme au XXI^e siècle, qui s'est tenu à Québec du 9 au 12 octobre 2002, à l'Hôtel du Parlement. Le présent article est une version abrégée de son exposé.

régionale aurait pour effet d'atténuer certains problèmes, notamment l'exode des jeunes en région.

Quant à moi, en tant que députée, je suis la représentante des 85 000 citoyens et citoyennes de ma circonscription; 85 000 citoyens et citoyennes qui ont droit de parole au Parlement par mon intermédiaire. Mais encore faut-il que toutes mes paroles et toutes mes prises de position soient rapportées et interprétées correctement et fidèlement.

À cet égard, il m'apparaît clair que l'arrivée des médias de masse a complètement changé la dynamique du parlementarisme. Je ne vous dis pas que c'est mal, mais je m'aperçois que trop de nos énergies sont consacrées à « faire la une » justement, à satisfaire les exigences et l'appétit des courriéristes parlementaires.

À mon avis, la plupart des partis de l'opposition consacrent beaucoup trop de leur temps à la période de questions orales, bien souvent pour planter le ministre ou le gouvernement. Et si la petite phrase n'est pas assassine, les médias ne la reprendront peut-être pas. Trop de nos interventions sont dictées par le journal du matin et non pas par les besoins de nos commettants et de nos commettantes. On accorde donc trop d'importance aux médias et ceux-ci choisissent ce qui est, à leurs yeux, important.

De plus, les médias n'ont souvent d'intérêt que pour quelques dossiers chauds et le reste passe complètement inaperçu. C'est une dynamique malsaine, car cela peut distraire les députés du mandat dont ils sont les fiduciaires. Cette situation ne permet pas à la population de vraiment évaluer tout le travail qui s'effectue au Parlement.

Qui connaît réellement le travail qui se fait en Chambre? Qui connaît le travail qui se fait en commission parlementaire ou même en comité? Parce que les différences sont majeures. À tort ou à raison, la population a souvent l'impression que le travail parlementaire est rarement productif, que sa fin ultime est décidée d'avance et pas nécessairement dans son intérêt à elle. Bien entendu, si notre cadre de référence se résume à la période de questions, il est évident que ce grand spectacle est loin de refléter la nature réelle du travail que font les députés.

Un autre grand problème que je perçois, c'est le carcan partisan. De la manière dont notre système électoral est aujourd'hui conçu, les gens votent beaucoup plus pour un parti et un chef que pour un député. La chose n'a pas que des désavantages. Cela permet de bien situer les enjeux, de savoir clairement ce que chaque parti propose comme programme. En revanche, une fois les élections terminées, ce système partisan n'est pas sans dénaturer quelque peu l'essence du parlementarisme. Ce carcan partisan risque de reléguer les intérêts de nos électrices et de nos électeurs au second rang. Parfois, on a moins l'impression de parler au nom de celles et de ceux qui nous ont élus qu'au nom du parti politique.

Il y a, à mon avis, un danger potentiel auquel tous les députés risquent d'être confrontés un jour ou l'autre. Il peut être dangereux et aisé de se laisser porter par cette immense

machine et d'oublier qui nous représentons. Les partis sont des instruments essentiels, soit. Mais le programme d'une formation politique, qui plus est d'un gouvernement, ne concorde pas toujours avec celui de M. Et M^{me} Tout-le-monde. Et là, je ne vous parle pas de la liberté de parole du député. Sans jouer constamment les trouble-fêtes, un député devrait pouvoir exprimer des idées qui ne convergent pas complètement avec celles de son parti sans être sanctionné, dans la mesure où son intervention contribue au débat, qu'elle est faite correctement et qu'elle a comme objectif la défense des intérêts et des aspirations des citoyens et des citoyennes.

Cela est d'autant plus vrai pour le parti au pouvoir. Comment un simple député pourrait-il ouvertement contredire les positions de son gouvernement? Comment un ministre serait-il reçu au prochain conseil des ministres? Il va sans dire que cet aspect du parlementarisme agace de plus en plus la population et enlève de plus en plus de crédibilité à l'activité parlementaire, si ce n'est au parlementaire lui-même.

***Selon moi, nous devons
inévitavelmente entreprendre une
grande réforme et, peut-être même,
envisager la possibilité de changer
notre système politique.***

Le régime parlementaire britannique a pour conséquence de renforcer le gouvernement au détriment du Parlement. Le système de type présidentiel est peut-être plus approprié. Sous ce régime, le pouvoir exécutif est séparé du pouvoir législatif. Il n'y a pas de solidarité ministérielle et l'absence de ligne de parti ne peut qu'être bénéfique sur le contrôle du gouvernement. Il y a donc des réformes nécessaires, que nous pouvons et que nous avons le devoir d'opérer dès maintenant.

Je m'en voudrais de terminer cet exposé sans vous entretenir quelques minutes d'un sujet qui me tient particulièrement à cœur, soit la place des femmes en politique.

C'est depuis bien peu de temps que les femmes prennent part activement et un peu plus massivement à la vie politique. Pourtant, en démocratie, la notion de représentation est fondamentale. On dit souvent que le Parlement doit représenter la société. Par conséquent, pour représenter la société de la manière la plus juste possible, il faut que le Parlement puisse, par sa composition, refléter la diversité sociale. Alors, dans cette perspective, nous pourrions nous attendre à ce que les femmes, qui constituent 52 % de la population, soient en plus grand nombre au Parlement. Or, les femmes en politique sont encore peu nombreuses. Leur intégration est encore difficile. Le parlementarisme actuel et les mentalités au sein des partis politiques ne sont certainement pas sans cause.

C'est pourquoi il est urgent de s'interroger sur leur intégration et surtout sur les moyens à prendre pour arriver à

une représentation plus paritaire. Devrons-nous remettre en cause notre mode de scrutin? Nous avons là un autre défi.

Réinventer le Parlement va nous obliger à remettre beaucoup de choses en cause, à tout questionner, à examiner aussi ce qui se fait ailleurs.

Pour ma part, je veux des institutions démocratiques, un gouvernement qui gouverne, un pouvoir exécutif qui exécute, un pouvoir législatif qui légifère, une fonction publique qui fonctionne et des médias qui informent.

Il y a donc de nombreuses pistes de solutions que nous devons oser envisager.

Qui osera faire ces changements? Il faut bien être réalistes, chacun de ces changements comporte une perte de pouvoir et quel parti politique, quel type de gouvernement, qui souhaite comme objectif ultime être au pouvoir, travaillera à éliminer une partie de son pouvoir?

Ainsi, pour réinventer le Parlement, il faudra améliorer notre fibre démocratique. La réinvention du Parlement, ce n'est pas qu'une affaire de structures. Il y a une culture à changer. La démocratie n'est pas une question technique qui ne concerne que l'élite, mais c'est l'affirmation d'un vouloir vivre commun.

La démocratie est un effort, une discipline. La population ne doit jamais l'oublier. Elle aura beau avoir les meilleurs élus du monde, si elle ne se sent pas concernée par les grands enjeux de la nation, on n'arrivera à rien collectivement. Nous sommes tous personnellement responsables de la vitalité démocratique de notre localité et de notre pays.

La démocratie est aussi un défi. Notamment pour les élus qui exercent d'importantes prérogatives au nom de la population. Dans chacune de nos interventions, nous avons le devoir de chercher un équilibre entre les intérêts particuliers des commettants et des commettantes de notre circonscription et le bien-être commun.

La démocratie est un idéal. Un idéal vers lequel on doit tendre tous les jours. La perfection n'est pas de ce monde, ni chez les individus, ni dans les institutions démocratiques. Mais on doit s'atteler à la tâche, sans jamais perdre espoir.

Réinventer le Parlement? Peut-être pas, mais il faut le réhabiliter pour qu'il soit plus conforme aux aspirations d'une société plus éduquée, mieux informée et, donc, plus exigeante. Voilà un beau défi.